

Les défis qui attendent les Français

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Le vote présidentiel en France s'inscrit dans une tendance anti système qui fait que l'on préfère ne pas donner sa voix aux options habituelles. La vision gauche-droite traditionnelle qui a dominé les débats démocratiques semble perdre du terrain : Poutine, Erdogan, Donald Trump et bien d'autres chefs d'État sont des personnalités hors-norme par rapport à la vision libérale permettant à la démocratie sociale ou à l'approche conservatrice de s'exprimer loyalement et d'alterner au pouvoir. Le malaise est planétaire et n'épargne pas la France. Si le président pressenti Macron ne réussit pas son pari de redresser l'économie, la porte sera ouverte aux expressions politiques radicales.

Il y a une certaine fatigue de l'électorat français vis-à-vis les présidents socialiste ou républicain dont les politiques se ressemblent de plus en plus dans la pratique, sans toutefois pouvoir trouver de remède aux grands problèmes de l'heure ; l'on s'est replié sur des partis d'extrême droite et d'extrême gauche ou on a recherché des candidats hors système tout comme le centriste Macron, qui n'est endossé par aucun parti. Il est bon de noter que François Fillon n'a guère fait mention de Sarkozy dont il a reçu l'appui. Benoît Hamon représentant le centre gauche a agi tout comme si le président Hollande vivait sur Mars. Marine Le Pen n'a pas mentionné son père Jean Marie et Jean-Luc Mélenchon qui est un orateur hors pair qui se définit comme anti establishment n'évoque pas son passé de parlementaire et de ministre délégué à l'Enseignement professionnel.

Le président Hollande a oscillé entre ses promesses électorales et un rappel à la réalité, ce qui lui a fait perdre des soutiens et a contribué à affaiblir la candidature socialiste. En outre, la gauche d'Hamon a été grugée par l'extrême gauche de Jean-Luc Mélenchon. Quant à la droite républicaine,

elle a été érodée par les scandales entourant son candidat Fillon. Le Front national a fait des avancées, insuffisantes toutefois pour lui assurer des chances de gagner la présidence.

Malgré le besoin de définir une vision nouvelle et innovatrice, bien des débats électoraux ont touché aux échecs de la France de Vichy et au passé colonial en Algérie, entretenant un malaise palpable. En toile de fond, l'Europe est secouée par une ruade de xénophobie qui n'épargne pas la France. En 50 ans, la population musulmane a augmenté de 500 à 600%. Marine Le Pen veut fermer les mosquées radicales, réduire l'immigration annuelle de 200 000 à 10 000 et se prononce pour un ordre public plus musclé.

L'ancien ministre de l'Économie Emmanuel Macron semble naviguer avec un bon vent en ralliant la gauche et la droite douces. Il est partisan d'une économie ouverte et compétitive; il a amorcé l'élimination des réglementations bureaucratiques et superflues et compte réduire la fonction publique de 120 000 postes. En effet, l'économie étatique domine 57% du PIB et le taux de chômage est de 10% (plus de 20% chez les jeunes). La santé, l'assurance emploi et les bénéfices sociaux comptent pour 30% du PIB (Fillon avait proposé quant à lui de porter la durée du travail à 39 heures par semaine, l'âge de la retraite à 65 ans ainsi que le limogeage de 500 000 salariés de l'État). Marine Le Pen se promet de quitter la zone euro et de retourner au Franc, ce qui porterait un autre coup dur à l'Union européenne ébranlée par le Brexit. Son discours protectionniste critique durement la globalisation. Il n'est pas sûr que la France ou même l'Europe soient outillées pour lutter contre la globalisation qui est si tant avancée. En outre, Marine Le Pen propose de se rapprocher de la Russie, ce qui bouleverserait l'équilibre géopolitique qui est déjà branlant tant en Europe qu'au Moyen-Orient. Macron demeure atlantiste.

Au premier tour du vote présidentiel, Emmanuel Macron et Marine Le Pen ont gagné avec 23.7% et 21.9% des voix, respectivement. La majorité des candidats et une longue liste de personnes publiques, le président

Hollande y compris, ont donné leur appui à Emmanuel Macron. Mélenchon qui a eu 19,2% des voix ne s'est pas prononcé. Il est possible que cet ancien trotskyste ne serait pas mécontent d'un succès du Front national dans l'espoir de créer une réaction qui lui sera propice aux prochaines élections. Tous les indices semblent indiquer que Macron part gagnant au second tour. Néanmoins, le Front national pourrait être renforcé par une partie des votants des autres partis et de ceux qui se sont abstenus (21.5%).

Il n'est pas dit que Macron réussira à imposer ses réformes. Les présidents français Sarkozy et Hollande ont eu beaucoup de difficulté à faire accepter leurs réformes qu'ils ont dû par ailleurs diluer ou retirer. La France ne peut plus se permettre la couverture sociale actuelle, l'âge de retraite avancée et la semaine de 35 heures. Il faudra agir en conséquence pour redresser l'économie. Le pari de Macron pour une économie ouverte, dynamique et compétitive met la France au défi d'une réussite économique vitale en dépit de la résistance aux changements par rapport aux acquis socioéconomiques qui est particulièrement massive dans l'Hexagone. Si l'habitude des demi-mesures ou de pseudo mesures n'est pas cassée, les candidats aux prochaines élections risqueront de se replier sur des options plus populistes, plus radicales et plus polarisantes, qu'elles soient de droite ou de gauche. Cette résistance aux changements pourrait donner un arrière-goût de banane au Beaujolais nouveau de la politique.